



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 30 MARS 1985

N°295

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F 00

Editorial

C'EST LA MAJORITE LABO-
RIEUSE QUI DOIT DIRIGER NOS
PAYS DEMAIN ET NON LA MI-
NORITE DE L'ELITE ET DES
NOTABLES

L'événement créé par l'attentat odieux du restaurant l'Escale, a remis sur le devant de la scène politique le problème de l'indépendance d'autant que dans quelques jours doit se tenir en Guadeloupe une Conférence des colonies françaises organisée par une des principales organisations nationalistes de Guadeloupe, l'UPLG.

Dans le même temps, à la suite de l'attentat, meurtrier de Pointe-à-Pitre, une autre composante du mouvement indépendantiste, l'ARC, propose au gouvernement français «une trêve conditionnelle», mais menace en cas de refus de «continuer son combat jusqu'à la victoire finale».

Pour nous travailleurs des Antilles il est indispensable de faire le point sur la situation politique dans notre pays. Et si c'est la Guadeloupe qui retient davantage l'attention en ce moment que la Martinique, nous croyons que dans nos deux pays nous avons intérêt à faire preuve de vigilance et à déterminer une conduite politique qui soit propre à notre classe. Parce que toute évolution de la situation en Guadeloupe conduisant à l'indépendance va inévitablement entraîner la Martinique.

Face à la population laborieuse il y a quatre forces politiques : l'impérialisme français et ses forces armées, les partis assimilationnistes, de droite, les anti-colonialistes modérés de gauche et les nationalistes de toutes tendances qui réclament l'indépendance.

Les organisations nationalistes représentent les intérêts de la petite bourgeoisie nationale, et d'une fraction de la bourgeoisie, des notables, qui veulent diriger le pays à la place de l'impérialisme français, en mettant fin à la situation coloniale. Mais la plupart de ces organisations, et en tout cas leur direction, se méfient des travailleurs, ils se méfient de nous. S'ils veulent un Etat guadeloupéen ou martiniquais, ils ne veulent pas que celui-ci soit celui des pauvres, c'est-à-dire celui de la majorité de la population. Ils veulent leur Etat, un Etat des notables des possédants. Bien sûr, ce n'est pas ce que pensent tous les militants de chaque organisation nationaliste. Mais c'est le choix politique fondamental des directions de ces organisations. Et à la tête de celles-ci on trouve déjà des patrons, des cadres, des gens qui possèdent déjà

Suite p. 4

Guadeloupe LA PRISON POUR TOUS LES VOLEURS DE LA SODEG LIBERTE IMMEDIATE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

Selon des révélations de la radio RCI, l'affaire de détournement de fonds de la SODEG vient d'être déterrée pour la seconde fois, avec la publication d'un dossier de la police. Au moment où nous écrivons Viviers et P. Audebert sont inculpés et seraient emprisonnés.

La SODEG, (qui s'est aujourd'hui transformée en AGAT) a vu le jour en 1971. C'est en 1980 que le scandale de la SODEG a vraiment éclaté : un détournement de fonds qui portait sur plus de 100 milliards de centimes. Plusieurs noms avaient été mentionnés à propos de cette affaire : ceux des patrons de la SODEG, Audebert et Aubéry, ceux de Michaux et Komla, qui l'un occupait un poste de gestion et l'autre travaillait comme entrepreneur avec la SODEG, lié semble-t-il à Audebert.

Raymond Viviers lui aussi était lié à Audebert, qui semble être au centre de cette affaire.

Cette affaire avait disparu de l'actualité, mais était restée bien présente dans l'esprit de la population.

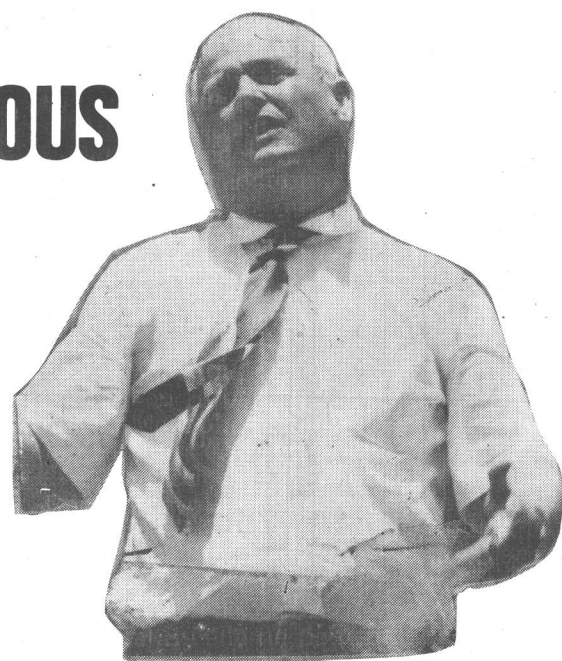
En 1981, après le changement de

gouvernement, le dossier SODEG a été réouvert, mais pas pour longtemps. Une nouvelle fois, cette affaire qui mettait en scène des capitalistes locaux et un homme politique de droite, semblait enterrée sans que rien n'ait été clairement révélé sur la participation des uns et des autres au détournement de fonds.

Tout au plus, les patrons de la SODEG ont passé quelques heures dans les locaux de la police, et les subalternes, Michaux et Komla, quelques semaines en prison, d'où ils sont ressortis pour reprendre des affaires plus prospères encore que celles qu'ils avaient quittées.

Aujourd'hui, le dossier de la SODEG refait surface, avec cette fois des précisions qui ne laissent plus de doutes sur la façon dont a été effectué le vol, des chèques ont été signés par les responsables de cette société, soi-disant pour assurer l'équipement des différents chantiers, mais les sommes correspondantes étaient en fait détournées.

Viviers, lui, servait de couverture politique dans cette affaire, et il aurait touché à lui tout seul plus de 200 millions de centimes, pour les services ren-



dus.

Ce qu'il y a de scandaleux dans cette affaire, en plus du vol lui-même, c'est qu'il aura fallu quelque 6 ans pour voir sortir un dossier un peu clair sur une affaire portant sur le détournement d'une somme d'une telle importance. En 6 ans, cette affaire avait été déjà ouverte et enterrée deux fois.

Et pourtant, si les responsables n'avaient pas été pris, ce n'est pas qu'ils avaient fui ! Non, bien au contraire !

Suite p. 3

Martinique Après la victoire de la droite aux élections, la gauche se lamente

Les partis de gauche, et plus particulièrement le PPM n'ont pas fini de pleurer sur les espérances ruinées et les espoirs déçus.

Darsières, dans le Progressiste va même jusqu'à attaquer ses propres compères des partis de gauche les accusant de lâcheté, parce qu'ils auraient osé présenter des candidats contre des partis de gauche dont l'assise n'était pas sûre, comme cela a été le cas à Rivière-Salée, ou à Sainte-Marie.

Darsières ne manque pas de culot, car il aurait dû appliquer pareil raisonnement à son propre parti, qui en présentant des candidats au François ou au Lamentin a dû lui aussi jouer un rôle négatif...

Il est aussi stupide de dire que l'argument du largage, la peur de l'indépendance ont joué. Sinon, on ne comprend pas pourquoi Marie-Jeanne aurait triomphé avec près de 90 % des suffrages exprimés à Rivière-Pilote, à moins que le Martiniquais de Rivière-Pilote soit un brave entre les braves, tandis que celui de Morne des Esses, craintif et timide, s'effaroucherait à la première syllabe du mot «indépendance» !

En réalité, tous ces arguments ne sont que faux-semblants : les partis de gauche ne veulent pas chercher les causes profondes de leur échec électoral car c'est leur propos politique qui a été condamné.

En effet, les partis de gauche se sont présentés comme des soutiens, qui au gouvernement de gauche en France, qui à cet avorton contrefait de l'Union de la gauche en Martinique qui consiste en la gestion des maigres miettes au Conseil Régional.

Or, la population peut constater que ni le gouvernement de gauche, ni le conseil régional n'ont amélioré de manière significative leur situation.

Non seulement la crise s'est aggravée, non seulement tout travailleur peut sentir la baisse de son niveau de vie depuis 18 mois, avec à la clé les licenciements qui frappent partout ; mais encore on peut constater l'arrogance des patrons et des hommes de droite.

Mais si l'électorat de gauche n'avait guère de raisons de se mobiliser celui de droite, lui, l'était en permanence : Emile Maurice, Jean Maran et Michel Renard font de l'opposition, et ils en

font sur tout.

C'est pourquoi les scores des hommes de droite ne traduisent pas de progression réelle, mais sont suffisants pour leur assurer la victoire sur des candidats de gauche bien souvent en recul.

A cela il faut ajouter les cas particuliers comme Sainte-Marie où la population a sanctionné l'attitude des hommes en place qui ont mené une politique profondément antipopulaire, tout en se réclamant de la gauche.

Et si la gauche a progressé en sièges, cela tient uniquement au redécoupage électoral de Fort-de-France et du Lamentin. Partout ailleurs, à Schoelcher comme au Robert, à Sainte-Marie comme au Macouba ou au François, la droite l'a emporté et de très loin.

Alors oui, Emile Maurice, Maran et Renard pavoisent, encore que l'on murmure que Renard aurait bien voulu être président du Conseil Général à la place de Emile Maurice. Mais la gauche majoritaire n'a-t-elle pas prouvé au Conseil Régional qu'elle ne peut pas, qu'elle ne veut pas faire autre chose que la droite : gérer loyalement les miettes concédées par l'état colonial !

Guadeloupe

SUR LE PROBLEME DES ATTENTATS : REPONSE A QUELQUES INSINUATEURS ET DETRACTEURS ANTICOLONIALISTES

Après l'attentat de l'Escale, qui a fait trois morts, dont une serveuse guadeloupéenne travaillant dans ce bar, si notre prise de position a été très bien perçue parmi les travailleurs et a reçu un accueil très favorable parmi la population, par contre, nous avons eu droit à quelques réflexions venimeuses, et à des insinuations, venant de Radio-Tambou et de Radio Unité. De même que nous avons décelé aussi en sourdine une petite campagne de bouche à oreille, tout à fait «couleur locale» dirigée contre Combat Ouvrier.

Nous sommes un peu étonnés, car ces critiques ou demi-critiques, ont l'air de nous reprocher d'avoir dit directement et ouvertement ce que nous pensons de ce type d'attentat. Du reste quelque temps après, notre position s'est trouvée renforcée par le fait que l'ARC publiait elle aussi un communiqué qui tout comme celui de l'UPLG, et tout comme notre communiqué à nous, n'écarte pas la possibilité que les attentats soient le fait de gens qui pensaient agir ainsi contre le colonialisme. Dans l'Endépendans No 59, l'UPLG, dénonçant le fait qu'une bombe ait été déposée dans un lieu d'habitation près d'une boucherie, écrit, concernant cet attentat manqué «quels qu'en soient les auteurs, il faut qu'ils aient une grande haine et un grand mépris de la sécurité de notre peuple pour avoir conçu cette action».

Nous soulignons : «quels qu'en soient les auteurs». Nous prenons aussi acte du communiqué de l'ARC disant que «la lutte de libération nationale procède d'un idéal noble», que «les combattants de l'ARC mènent un combat juste qui ne tolère aucun écart idéologique, et demeurent à tout instant fidèles à la déontologie de la lutte. Ils n'utiliseront jamais les méthodes qu'ils dénoncent et que l'ennemi colonialiste français n'a cessé d'employer depuis la déportation jusqu'à nos jours, à savoir : le mensonge, l'arbitraire, la torture, et l'assassinat.»

Faisons donc le point. Les attentats meurtriers d'il y a 15 jours ce n'est ni l'UPLG, ni l'ARC, ni Combat Ouvrier, ni le GRS, ni le MPGI, ni le MASU, ni le PCG, etc. Bien.

Nous avons émis l'hypothèse que cet attentat pouvait être l'œuvre d'un courant d'extrême-droite. Ajoutons que cela pourrait être le résultat d'une machination policière. C'est aussi possible. Quand à nous, nous maintenons une troisième possibilité : Il est possible qu'il s'agisse d'anti-colonialistes qui pensent qu'il faut frapper dans le tas y compris si des guadeloupéens meurent. Si les camarades de Radio Unité, Radio Tambou, ne savent pas qu'un tel courant, qu'une telle mentalité existent et qu'il faut les dénoncer et en détourner ceux qui voudraient les suivre, c'est qu'ils ne militent pas en Guadeloupe.

Pour combattre un penchant ou une orientation politique il faut le faire ouvertement. Il faut expliquer pourquoi ils sont nuisibles, comme nous l'avons fait. Et nous pensons que si la «lutte de libération procède d'un idéal noble» comme l'écrit l'ARC, il faut alors condamner fermement ceux qui seraient tentés de continuer dans la voie des attentats du type de celui de l'Escale. Pensons-nous alors qu'il suffira de déposer une revendication au gouvernement français pour mettre fin à la colonisation de la Guadeloupe ? Non, camarades de Radio Unité et de Radio Tambou, nous ne le croyons pas. Oui, nous pensons qu'il faut opposer la violence des masses à la violence réactionnaire colonialiste. Mais il faut laisser la possibilité aux masses populaires de comprendre que ce chemin là est inévitable. Par leur propre expérience alliée à l'éclaircissement des organisations révolutionnaires. Et pour notre part, nous sommes opposés à toute attitude politique qui consiste à imposer aux masses des choix politiques par la force.

Mais nous posons aussi un autre problème. Nous disons que selon les méthodes qui seront utilisées aujour-

du hui, nous parviendrons à différents résultats politiques après l'indépendance. Et cela aussi, ça doit être discuté aujourd'hui, devant les masses.

Notre position est claire. Nous sommes pour la mobilisation des masses populaires, pour que les masses populaires en armes exercent leur propre pouvoir dans le futur Etat guadeloupéen interdisant ainsi toute possibilité de solutions anti-populaires résultant de combines dans les salons de l'impérialisme français. Nous ne voulons pas l'indépendance pour l'indépendance. Nous voulons l'indépendance avec les masses travailleuses pour que la société guadeloupéenne soit radicalement transformée sur le plan social, politique, économique et culturel. Le fait que nous condamnions certains types d'attentats et non pas la violence en général est lié à la conception politique que nous développons.

A tous ceux qui nous répondent «nous non plus nous ne voulons pas le néo-colonialisme, nous ne voulons pas le pouvoir des riches» nous posons la question : pourquoi ne le dites vous pas alors clairement, ouvertement comme nous nous le faisons, que vous voulez le pouvoir des pauvres, c'est à dire celui de la majorité de notre peuple et non celui des notables, des privilégiés et autres possédants qui se profile déjà à l'horizon.

A tous ceux qui font des critiques en sourdines, à demi mot, en déformant nos positions etc, nous disons : ce n'est pas sérieux ! Faites une critique réelle honnête, sérieuse de nos positions car seule une telle méthode sera profitable aux militants et sympathisants du mouvement anti-colonialiste. Ou alors si vous refusez, si vous entretenez le flou, les insinuations, la confusion c'est que vous ne voulez pas que la clarification politique se fasse, que le débat ait lieu. Et cela c'est contraire aux intérêts des travailleurs.

GADELOUPE :

CONSEIL GENERAL :

la gauche obtient la présidence

UN CHANGEMENT DE MAJORITE
TE SANS PERSPECTIVE DE
CHANGEMENT DE LA SITUATION
COLONIALE !!!

Suite page 4

Les déclarations de Dominique Larifla élu lundi dernier Président du Conseil Général et de Daniel Génies Conseiller Général de Pointe-à-Pitre ont été plutôt bien appréciées dans la population.

Nombreux ont été ceux qui ont entendu avec satisfaction que le nouveau bureau du Conseil Général allait notamment s'attacher à faire toute la lumière sur la gestion de l'ancienne majorité de droite et tout particulièrement sur les magouilles et scandales perpétrés au moment où cette majorité gérait l'Assemblée Départementale.

C'est dire que la nouvelle majorité de gauche qui vient d'être élue à la direction du Conseil Général et qui comprend en plus des élus du Parti communiste et du Parti socialiste un certain nombre d'apparentés à ces deux partis, tels Jean Girard, Léo Andy, commence son mandat avec un certain capital de confiance.

Cette confiance, la majorité de gauche du Conseil Général, la mérite-t-elle vraiment ? En d'autres termes faut-il attendre grand chose de cette majorité de gauche ?

Ce serait entretenir de graves illusions que de répondre de façon affirmative à ces deux questions.

Et pour cause, les nombreux problèmes qui se posent en Guadeloupe ne peuvent être réglés dans le contexte colonial par une assemblée départementale sans réel pouvoir.

Pour résoudre les problèmes politiques économiques et sociaux il est indispensable de briser les structures économiques actuelles et de sortir du carcan politique imposé par l'administration coloniale. C'est le statut actuel de la Guadeloupe qu'il faut remettre en question, statut couvrant à la fois une administration plaquée de l'extérieur (et de façon visible : elle est blanche !) et la mainmise économique d'une poignée de gros capitalistes, blancs eux aussi pour la plupart, sur les secteurs clés de l'économie.

Une politique de réel changement suppose qu'il soit mis fin à cette mainmise d'une poignée de capitalistes sur toutes les activités économiques et aux privilèges d'une minorité de riches qui profitent du travail de la majorité de la population. Les partis qui se réclament de ces couches travailleuses qui leur font confiance, feront-ils appel à leur initiative, et accepteront-ils l'intervention réelle des travailleurs dans une action d'envergure pour un véritable changement ?

Le Parti communiste guadeloupéen et le Parti socialiste qui forment la majorité actuelle du Conseil Général sont-ils prêts à agir dans ce sens ?

Malheureusement ce que l'on sait de la conduite passée et de la nature même de ces partis conduit à répondre négativement.

Ces deux partis qui se retrouvent à la tête de nombreuses communes de la Guadeloupe n'ont à aucun moment manifesté la moindre velléité de remettre en question les limites étroites du pouvoir que leur confèrent les structures actuelles. Même dans le cas de la meilleure gestion municipale - voir l'exemple de PAP - cela n'empêche pas l'évolution générale défavorable pour les travailleurs dans le pays.

Guadeloupe

Les militants emprisonnés refusent de se prêter à la comédie juridique du colonialisme

Les 19, 20 et 25 mars derniers se sont déroulés à Basse Terre trois procès en appel selon le même scénario. A chaque fois le procureur général a demandé la confirmation des lourdes peines déjà appliquées aux militants du MPGI à propos des attentats.

Dans la population, on pense que ces condamnations sont tellement exagérées que cela en devient ridicule. D'ailleurs les militants indépendantistes concernés ont refusé de se présenter.

Lundi 19, il s'agissait de Reinette et Amédien, pour détention et transport d'armes. Le 20 était traitée en appel l'affaire de l'attentat de la préfecture pour lequel Luc Reinette, Humbert Marboeuf et Leila Cassubie ont été condamnés à sept ans de prison ferme. Le 25 il était question de l'attentat de la Tour Secid.

Les trois fois, les emprisonnés ont expliqué leur refus de se présenter devant la cour d'appel par le fait que leur affaire n'est pas du ressort des cours correctionnelles mais aurait dû être

traitée par la Cour de cassation. De toutes les façons, c'est à la population de Guadeloupe qu'il appartient de débattre du meilleur mode de lutte pour l'indépendance. Il n'appartient pas aux juges blancs de venir donner leur avis et qui plus est de punir pour un problème qui les concerne en tant que partie, en tant que bénéficiaires du régime colonialiste ; ils ne peuvent juger impartialement.

Les procès de cette semaine qui ont été l'occasion d'importants barrages routiers par les forces de l'ordre, sont venus rappeler à chacun que la répression continue. Souvenez-vous des arrestations multiples effectuées à l'époque du carnaval. Depuis cette période certaines personnes sont restées en prison. En particulier le jeune Podin serait actuellement accusé d'avoir participé à une série d'attentats - il y a plusieurs mois - à la Marina. Reinette aurait d'ailleurs été mis en cause dans cette affaire et serait donc l'objet d'une nouvelle inculpation. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de toute nou-

velle inculpation ou arrestation.

Ainsi, bientôt nous ne pourrions plus compter les années d'emprisonnement distribuées à ceux qui veulent chasser le colonialisme. Le gouvernement français et ses juges ne semblent pas s'apercevoir que cette attitude mécontente de plus en plus de gens. Les jeunes, soumis aux bas salaires et plus souvent encore au chômage, sont de plus en plus exaspérés de voir quel type de solution est apporté aux problèmes du pays. Des condamnations de plus en plus nombreuses ne peuvent qu'ouvrir les yeux de ceux de la population qui hésitent à s'engager dans la lutte.

Les membres de toutes les organisations anticolonialistes sont touchés par des perquisitions, des gardes à vue qui peuvent se transformer en arrestations, des procès. Cela ne pourra qu'accroître le nombre de ceux qui luttent contre le colonialisme français. Pour chaque action répressive, ce sont quelques uns de plus qui se lèvent pour combattre.

Martinique

GREVE A LA SECURITE SOCIALE

La semaine passée a été mouvementée à la Sécurité Sociale. Cela a débuté par un mouvement de grève de 48 heures du centre du Lorrain, une petite antenne de la Sécurité Sociale employant 9 personnes. Les travailleurs réclamaient le paiement de leur indemnité de transport, ce qui leur était refusé depuis très longtemps par la direction. Toutes les demandes, toutes les remarques des employés étaient restées vaines.

Aussi les travailleurs formant un comité de grève se mirent en lutte durant 2 jours, le mardi 19 et le mercredi 20. Et ils appelèrent leurs camarades des autres centres à signer une pétition les soutenant.

C'est plusieurs centaines de travailleurs de la Sécurité Sociale qui ont signé cette pétition et qui ont demandé à la direction de négocier avec les grévistes. Parallèlement, dans un certain nombre de centres, des travailleurs ont

commencé comme l'avaient déjà fait auparavant ceux du Lorrain à faire la liste de tout ce qui ne va pas dans leur centre.

Aussi, comme la direction ne voulait pas céder du tout, il y eut un débrayage général le mercredi matin et c'est plus d'une centaine de personnes qui sont allées appuyer la négociation avec la direction.

Celle-ci qui opposait un mur de béton à toutes les revendications des travailleurs du Lorrain a promis de réétudier les revendications avancées par les grévistes. Mais l'affaire a déjà pris une tournure plus large : nombreux sont les travailleurs de la caisse qui ont commencé à poser leurs revendications. Et si la direction s'obstine à traiter par le mépris les revendications des employés du Lorrain, elle pourrait avoir bien des surprises.

Guadeloupe

Aviation civile les ouvriers suspendent provisoirement leur mouvement

Les ouvriers de l'Aviation Civile, qui étaient en grève depuis le 7 mars, ont décidé à l'unanimité le lundi 25 mars de suspendre provisoirement leur mouvement.

Rappelons qu'ils avaient déclenché leur grève à la suite d'un retard de paiement des salaires, et qu'ils en avaient profité pour mettre en avant les 14 revendications qu'ils présentent devant la direction depuis plusieurs années sans réponse, et dont la principale est la reclassification de ces travailleurs en fonction des tâches qu'ils effectuent réellement.

Le samedi 23 mars, les travailleurs du Bureau de Piste se mettaient en grève en solidarité avec les ouvriers pour une durée de 24 heures, tandis que les employés administratifs envoyaient eux aussi un préavis à la

direction pour appuyer les ouvriers.

La direction a répondu partiellement aux revendications des travailleurs, mais en fait il n'y a rien de vraiment sérieux sur les principaux points.

Les travailleurs ont décidé d'accorder un nouveau délai à la direction pour leur donner satisfaction, ils ont donc provisoirement repris le travail, mais se tiennent prêts, forts du soutien des collègues d'autres services, à reprendre leur mouvement au moment et sous la forme qu'ils décideront. Cette grève, la première de cette importance à l'aviation civile, a renforcé considérablement le moral des travailleurs, et a montré clairement à la direction qu'ils ne se contenteront plus de belles paroles.

Guadeloupe

LE PERSONNEL DE L'INRA SE MOBILISE

Un grand chef de l'INRA en mission en Guadeloupe a dû rater son avion et donc renoncer à terminer sa tournée par un séjour en Guyane comme prévu. Le personnel l'avait gardé au local syndical pour lui demander quelques explications à propos d'une décision prise contre un chercheur antillais que la direction de l'INRA condamnait à être expédié en France ou à perdre son emploi. La veille, plus de quatre heures de discussions avec les délégués de la CGT n'avaient pas permis de régler le problème. Les raisons étaient peu claires : «ce chercheur n'avait jamais été assuré de pouvoir travailler 20 ans en Guadeloupe. Un an paraissait suffisant».

Mais les travailleurs de l'INRA ne l'en-

tendent pas ainsi. Comme disent certains sur le centre, ils sont «pleins» avec ce genre de problèmes. Et ils l'ont montré. Prévenus par un tract de la CGT, en moins d'une demi-heure, avant que le grand chef prenne l'avion, ils se sont rendus en délégation pour l'obliger à venir s'expliquer. Ouvriers, scientifiques, secrétaires, femmes de ménage, techniciens, toutes les catégories de personnel étaient présentes. Questions et réflexions fusaient de toutes parts : «Vous tournez en rond», «La solution ?», «Parlez plus fort» ou encore «Il n'y a plus de rois» et même «Si ce chercheur quitte le centre, emmenez avec vous tous les autres chercheurs (tous blancs) de cette équipe».

Finalement, en fin d'après-midi le grand chef s'est engagé à régler le problème selon le vœu du personnel. Il faut dire qu'à la direction la mobilisation du personnel a fait peur. Plusieurs travailleurs disent que l'on n'avait jamais vu cela et qu'une telle mobilisation exprime la colère.

Le syndicat avait prévu des communiqués à la presse à la télévision. Cela risquait de faire savoir à l'extérieur que les scientifiques antillais n'ont pas leur place sur leur centre, que l'INRA est une chasse gardée.

Le personnel quant à lui reste vigilant. Il connaît cette situation et subit tous les jours l'arrogance de gens ouvertement racistes. Jusqu'à quand ?

L'ARC PROPOSE UNE TREVE AU GOUVERNEMENT

Dans son dernier communiqué, l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe) décline sa responsabilité dans l'attentat du bar l'Escale et estime qu'il pourrait s'agir soit d'une opération du gouvernement destinée à «nuire à la fois au Front National et à l'ARC», «soit parce que en renforçant la répression et en fermant la porte au dialogue il a exacerbé le ressentiment et déclenché la haine aveugle».

Ensuite, l'ARC propose au gouvernement français une trêve des attentats sous conditions. Ces conditions sont que le gouvernement reconnaisse «le fait national guadeloupéen et le droit de ce peuple à l'indépendance nationale», s'engage «à libérer tous les patriotes emprisonnés et à annuler toutes les poursuites judiciaires engagées, à mettre en place une assise représentative de tous les courants anticolonialistes de la Guadeloupe, chargée de proposer les modalités d'évolution du statut, à promouvoir une véritable politique de décolonisation»...

Quelle sera l'attitude du gouvernement après une telle déclaration ? Le peuple de la Guadeloupe saura-t-il quelle suite a été donnée à cette proposition de trêve et de dialogue ? On verra bien.

Mais aujourd'hui, en faisant cette proposition, l'ARC marque un point. La balle est aujourd'hui dans le camp du gouvernement.

Il y a quelque temps, G. Lemoine faisait remarquer qu'il tiendrait compte des propositions économiques faites par les militants indépendantistes se situant autour de Luc Reinette. Cette déclaration était, bien entendu une manière de ne pas fermer la porte au dialogue avec les indépendantistes.

Il y a de la part du gouvernement une double attitude à l'égard des indépendantistes. La répression judiciaire

sévère d'une part et d'autre part une offre de dialogue. C'est la même tactique qu'il adopte en Nouvelle Calédonie.

En réalité, derrière le langage diplomatique, il s'agit purement et simplement tant pour le gouvernement français que pour les nationalistes d'établir le contact en vue de la période à venir quand il s'agira, le moment venu de négocier le processus vers l'indépendance.

Du côté du pouvoir et même de l'opposition, on ne se trompe pas sur la situation en Guadeloupe, même si la droite, pour les besoins de sa politique exagère la situation ici. Mais les propos d'un gendarme, repris par un journal français, sont significatifs. Il disait que la situation en Guadeloupe ne ressemblait ni à celle de la Corse, ni à celle de la Nouvelle-Calédonie mais rappellerait plutôt l'Algérie, à s'avoir l'existence d'une minorité de terroristes qui chercheraient à imposer sa volonté à la masse plus ou moins passive de la population. Les insultes «racistes» sont courantes ajoutait-il, exacerbant les contradictions entre les communautés. Et que quelle que soit l'opinion de la population, la Guadeloupe allait vers l'indépendance. Chirac, quant à lui affirme que les indépendantistes sont minoritaires aujourd'hui, mais que ce peut être différent dans trois ou quatre ans. En Nouvelle Calédonie aussi il y a quelques années, ils étaient minoritaires... ajouta-t-il...

Quant au gouvernement, il est conscient de la situation. Bien sûr les socialistes préféreraient de beaucoup laisser le problème à régler par leurs successeurs au gouvernement. Mais aussi bien la gauche que la droite seraient prêtes le moment venu à négocier une forme d'indépendance. Aujourd'hui la gauche doit compter avec l'opposition de droite et ses problèmes intérieurs d'autant que les élections législatives, dont personne ne peut prévoir l'issue avec exac-

titude, sont proches. Il n'a intérêt ni à voir se développer le mécontentement et le terrorisme, ni à précipiter les choses en faveur des nationalistes, car dans les deux cas cela pourrait abaisser encore son crédit en France même et contribuer à l'effritement de la majorité actuelle. Pour l'heure, le gouvernement l'ouvoiera, il transigera. Mais le processus est lancé, même s'il doit prendre plusieurs années.

C'est dire combien il est temps que les travailleurs, les pauvres aient leur mot à dire dans tout cela. Car il s'agit de leur avenir. C'est leur avenir qui est en jeu dans tout cela.

Les Antilles colonisées par l'impérialisme français constitueront un jour un Etat indépendant, quelle qu'en soit la forme, et le temps que cela prendra. Mais quelle indépendance ? Une indépendance dans laquelle les plus pauvres, les exploités pourront eux mêmes décider de leur sort, ou une indépendance dans laquelle seuls les gens aisés les notables discuteront et décideront de ce qui est bon pour la population ou pas ? C'est maintenant que les travailleurs doivent se poser toutes ces questions et mieux faire savoir leur opinion sur ces problèmes.

Ce ne sont pas les avocats, les médecins, les professeurs, les notables qui sont les dirigeants du mouvement nationaliste qui permettront demain à la population de décider elle-même. Seuls, les travailleurs pourront le faire. Mais pour cela, ils devront prendre et exercer eux-mêmes le pouvoir au nom de toute la population laborieuse. Seule une telle perspective conduira à un changement plus profitable pour les

masses populaires que l'actuel Etat colonial. Car le simple transfert de pouvoir des colonialistes aux notables et possédants de Guadeloupe ne fera qu'aggraver le sort économique et politique des masses.

La prison pour tous les voleurs de la SODEG.

Liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques

Suite de la page 1

Ils continuaient, selon qu'ils soient capitalistes ou homme politique, à faire des affaires ou des discours, à se présenter aux élections, à toucher de l'argent, à profiter pleinement du luxe que leur apporte leur situation de capitalistes et de privilégiés : voitures de plusieurs dizaines de millions, résidences en Guadeloupe, en France, aux Etats Unis, voyages et vacances de luxe à n'importe quel moment de l'année, bref, tout ce qui constitue l'ordinaire des riches.

Et pendant ce temps, des jeunes et des travailleurs, militants politiques révoltés par la situation qui existe en Guadeloupe et dont l'affaire SODEG est une illustration, étaient emprisonnés, et selon les décisions du tribunal, ils devraient rester encore de longues années en prison.

Pendant ce temps aussi des travailleurs en lutte contre des licenciements, ou pour arracher aux capitalistes de quoi maintenir leur niveau de vie face à la hausse des prix, devaient s'affronter aux forces de répression, respirer les gaz de grenades lacrymogènes. D'autres travailleurs et habitants des quartiers pauvres devaient subir les tracasseries des perquisitions et de la surveillance policière.

On comprend alors qu'une telle situation, qu'une telle société, qu'un privilège systématiquement les riches et harcèle les pauvres, soit devenue intolérable à un nombre de jeunes et de travailleurs.

Pour mettre fin à ces injustices, c'est aux privilèges qu'il faudra s'en prendre, à la division de la société en classes, en riches et en pauvres. Tant qu'il y aura des capitalistes, blancs ou noirs, une société capitaliste, il y aura des privilèges et des injustices. Et si on veut mettre fin à cette situation c'est ce système capitaliste qu'il faudra renverser.

France

MEURTRE RACISTE SUR FOND DE CRISE

Aziz MADAK, jeune travailleur marocain est mort, assassiné dans les rues de Menton le jeudi 21 mars. Son ami, un Martiniquais de 17 ans, Jean-Luc Louis-Jean, lui, est grièvement blessé.

Ils ont été tous deux agressés par deux autres jeunes de la ville qui ont tiré sur eux plusieurs balles de 22 long rifle, puis les meurtriers ont déclaré aux policiers qu'ils n'aimaient pas les Arabes.

MADAK et son ami avaient discuté quelques instants avec une jeune femme à la sortie d'un restaurant. Ce fait aurait provoqué la fureur des deux meurtriers qui allèrent chercher une arme et décidèrent d'exécuter les deux jeunes gens en tirant plusieurs balles avant de prendre la fuite.

Les faits sont cruels et odieux.

Ils ne sont pas pour autant exceptionnels. Car au fil des mois, le dossier des crimes racistes en France devient plus important.

Ils n'interviennent pas non plus de façon isolée. Ces actes se déroulent alors que la propagande raciste et fasciste de l'Extrême-Droite touche un pourcentage significatif des couches de la population ; et que la droite classique, elle, distille le même type de préjugés anti-immigrés, dans ses propos.

A la suite de ce crime bien sûr et heureusement serait-on tenté de dire, la voix de ceux qui sont contre le racisme, qui voudraient « donner un coup d'arrêt au racisme » s'est fait entendre largement.

Il y a eu de nombreuses réactions, d'organisations politiques de gauche, d'associations contre le racisme. C'est ainsi qu'une nouvelle association « SOS racisme » a mis en circulation un badge « touche pas à mon pote », dans le but de sensibiliser l'opinion. Le mardi 26 mars était organisée une journée nationale d'action contre le racisme, avec prises de parole dans les établissements scolaires, etc...

Pourtant, il ne faut pas compter sur de telles manifestations pour freiner la montée du racisme en France.

Car ce racisme se développe sur le terrain pourri de l'exploitation capitaliste, de la crise économique actuelle avec la régression économique et sociale qu'elle impose aux pauvres.

Les grands partis de gauche au pouvoir depuis 1981 n'ont pas voulu égratigner les privilèges des riches, et bien au contraire leur permettent de traverser, sans casse pour eux, cette période difficile.

C'est ce terrain, celui de la crise d'une part, celui du manque de perspectives des couches populaires et celui de la couardise et de la mollesse de ceux qui affirment les représenter, qui fait le lit du racisme aujourd'hui, et demain peut être, du fascisme.

Alors, la lutte contre le racisme, contre ces actes odieux, nécessite par une lutte déterminée et farouche contre le système capitaliste qui le secrète et le développe selon les périodes.

Afrique du Sud

LES FORCES DE L'ORDRE MASSACRENT DES MANIFESTANTS NOIRS

25 ans jour pour jour après le massacre de Sharpeville en Afrique du Sud, un nouveau massacre vient d'être perpétré par l'armée et la police du gouvernement raciste de ce pays. 18 noirs viennent d'être tués alors qu'ils s'apprêtaient à manifester lors des obsèques interdites de trois noirs de Vitenhage, situé à 30 km au Nord de Port Elisabeth.

Depuis des mois, la colère des noirs du pays victimes du racisme et de la crise qui s'accroît et accroît la misère et le chômage n'a pas cessé. On peut dire que le pays est en état d'émeute permanente. Les noirs n'en peuvent plus et ils s'en prennent non seulement à l'armée et à la police mais de plus en plus aux suppôts noirs du régime raciste.

Des conseillers municipaux ou les maires noirs sont attaqués ou assassinés. Malgré les annonces de libéralisation du régime d'Apartheid, les racistes blancs au pouvoir répondent systématiquement en massacrant la population noire. Et, depuis le jeudi 21, date du massacre, on a compté 29 tués supplémentaires après le week-end, dans la cité de Kwanobhule à l'Est du Cap.

En une semaine ce sont 44 noirs qui ont trouvé la mort au cours des manifestations qui ont embrasé les cités dortoirs autour de Port-Elisabeth, autre grande ville d'Afrique du Sud.

Le ministre de la loi et de l'ordre (c'est son titre), M. Louis Le Grange qualifiant placidement ces incidents de « regrettables » a rejeté sur les manifestants noirs, la responsabilité de la tuerie. Ils auraient été menaçants, armés

Mais armés ou pas, en Afrique du Sud, on tire dans le tas quand il s'agit de noirs.

Il est significatif que ces dernières émeutes aient lieu dans le secteur de Port Elisabeth où est concentré une partie de l'industrie automobile et où sévit la crise. Il y a quinze jours, une grève générale de trois jours avait éclaté dans le secteur. Et, de plus en plus, ce ne sont pas seulement les lycéens ou les jeunes des Ghettos qui se battent mais les travailleurs.

Mais la plupart des organisations nationalistes comme l'UDF, Front Démocratique Uni, ne concentrent leurs luttes que contre l'Apartheid (système raciste), limitent leurs revendications à réclamer l'égalité des droits entre noirs et blancs alors qu'en fait l'Apartheid n'est que la forme prise en Afrique du Sud par l'exploitation capitaliste.

En cela, ces organisations ne diffèrent guère de certains capitalistes américains qui installés en Afrique du Sud se déclarent hostiles à l'Apartheid.

On a pu voir, il n'y a pas longtemps à la télévision le PDG d'une usine de la Général Motors déclarer qu'il embauchait aussi bien des blancs que des noirs et qu'ils touchaient salaire égal pour travail égal. Il a ajouté que l'Apartheid était anti-économique car si le gouvernement sud-américain poursuivait cette politique il irait au-devant d'un désastre.

Ce sont donc plus conséquences économiques que le racisme lui-même qui embarrassent ce capitaliste. Et c'est aussi en fait le sentiment d'un Reagan et c'est cela qui se cache derrière de nombreuses déclarations hypocrites de gouvernants qui condamnent l'Apartheid. Car, tous les grands pays capitalistes ont de puissants intérêts en Afrique du Sud et font des super-profits grâce à l'exploitation de millions de travailleurs noirs.

Les noirs sud-africains n'ont donc aucun intérêt à limiter leur combat à la seule lutte contre l'Apartheid mais à l'engager en même temps contre l'oppression capitaliste.

C'est en ce sens que leurs révoltes, leurs grèves, toutes leurs luttes peuvent signifier un immense espoir pour eux-mêmes, mais aussi pour les travailleurs des autres pays d'Afrique et même de ceux des pays capitalistes.

Guadeloupe CONSEIL GENERAL : la gauche obtient la présidence

Suite de la page 2

Les élus de ces deux grands partis de gauche se sont surtout attachés à bien gérer, c'est-à-dire à accepter d'évoluer dans le strict respect de la légalité coloniale et capitaliste. Ils ne s'appuient pas sur la confiance que leur font les travailleurs pour contraindre le gouvernement colonial au changement.

Alors il y a gros à parier que les conseillers généraux socialistes et communistes accepteront de gérer le département dans les limites étroites de cette assemblée locale-croupion qu'est le Conseil Général. Au mieux tenteront-ils de régler au coup par coup quelques dossiers par-ci par-là. Mais quant à avoir une politique d'ensemble et se donner les moyens d'une telle politique cela, il ne faut pas y compter.

L'on aurait même pu penser qu'ils utilisent la légitimité que leur donne le fait d'avoir obtenu la majorité des suffrages pour mener une politique visant à briser les structures coloniales et à agir dans le sens des intérêts de la population travailleuse et pauvre, mais encore une fois tout leur passé interdit de faire une telle hypothèse.

Pour toutes ces raisons, et en dépit de toute la sympathie qu'a suscitée dans la population l'élection d'une majorité de gauche au Conseil Général, il serait illusoire d'en attendre un réel changement dans la situation actuelle.

Là aussi, le changement viendra quand les travailleurs se décideront à se battre sur leur propre terrain et par leurs propres moyens.

SUITE DE L'EDITORIAL

dans la société actuelle des biens et des postes de commandement. Et ceux d'entre eux qui sont à la tête de syndicats sont aussi des cadres, des gens qui considèrent que nous devons obéir à leurs directives sans plus.

Tout cela nous indique dans quel sens ils veulent construire l'Etat de demain. Et c'est pourquoi nous, travailleurs, devons prendre conscience que l'heure n'est plus à discuter s'il y aura ou pas l'indépendance ; parce que ça, c'est une question dépassée ; car la situation est telle aujourd'hui en Guadeloupe que nous pouvons affirmer que nous allons à plus ou moins longue échéance vers l'indépendance. Et qu'en conséquence nous devons nous poser le problème crucial de savoir quel rôle nous pourrions jouer dans la lutte pour cette indépendance. Car c'est uniquement en posant ainsi le problème que nous éviterons qu'elle soit dirigée contre nous.

Les assimilationnistes de droite et les anti-colonialistes modérés de gauche opposés à l'indépendance, croient que le gouvernement français constituera en tout temps un solide rempart contre l'indépendance, sous prétexte que les élections ne font pas apparaître un courant indépendantiste majoritaire. Ils se

trompent lourdement. Ce ne sont pas les élections qui déterminent les changements politiques importants. Le jour où une ou des organisations indépendantistes seront assez fortes pour frapper de véritables coups de semonce même si elles sont minoritaires, tout le système électoral va voler en éclats. La droite et la gauche électorales seront dispersées et chercheront à se réfugier sous le parapluie de l'impérialisme français. Or précisément en cas d'aggravation des tensions politiques en Guadeloupe, l'impérialisme français ne se chargera pas de la défense des assimilationnistes et entamera relativement vite des pourparlers pour aboutir à l'indépendance.

Nous travailleurs devons donc sans nous perdre en discussions vaines sur les chances ou pas de réalisation de l'indépendance, nous poser les vraies questions. Quelle indépendance ? Qui prendra le pouvoir ? Comment pourrions-nous changer la situation véritablement pour ne pas en être les victimes ? Allons nous accepter que l'élite et les notables noirs remplacent capitalistes et colonialistes blancs que des CRS noirs remplacent des

CRS blancs ? Allons-nous alors accepter de constituer la masse sans voix, sans droits, des exploités

et des opprimés dans notre propre pays ? Bien sûr nous aurons alors notre propre gouvernement, mais sera-t-il le nôtre, celui des pauvres celui des travailleurs ?

Si nous nous posons ces questions, si nous nous engageons résolument à ne pas laisser se préparer un tel avenir par dessus notre tête, si nous nous décidons enfin à intervenir dans la lutte politique, à dire enfin ce que nous voulons, nous travailleurs, pour la Guadeloupe et la Martinique de demain, eh bien ! l'avenir pourra être tout à fait différent de ce qu'imaginent déjà certains capitalistes et notables bien de chez nous ! Nous savons faire des grèves, nous battre, résister à l'exploitation, nous élever contre les insultes et les humiliations des patrons comme cela se fait aujourd'hui dans de nombreuses entreprises.

Eh bien ! Nous saurons aussi nous préparer pour que ce soit la majorité laborieuse qui dirige le pays demain, et non pas la minorité de l'élite et des possédants.

C'est pourquoi nous devons constituer la cinquième force politique, celle de tous les travailleurs, celles des pauvres, celle de la majorité laborieuse.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal **Combat Ouvrier** pour une période de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour. B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

CORRESPONDANTS ! ATTENTION

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libélez ainsi les plis que vous nous destinez :

COMBAT OUVRIER
S/C/ Gérard BEAUJOUR
B.P. 214 971 56
Pointe-à-Pitre Cedex

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728